



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2016

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2016, clos le 30 septembre, qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les comparaisons détaillées entre 2016 et 2015 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2015 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2016

Avec une parité moyenne de \$ 1,12 / € 1, le dollar s'est inscrit en légère baisse par rapport au troisième trimestre 2015 (\$ 1,11 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 6 %. L'évolution des devises a eu un effet mécanique négligeable sur le chiffre d'affaires et a augmenté de € 0,2 million (+ 2 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Légère progression des commandes de nouveaux systèmes

Après une progression de 20 % au premier semestre par rapport à la même période de 2015, les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 23,7 millions, en augmentation de 3 % à données comparables comme à données réelles par rapport au troisième trimestre 2015 (€ 22,9 millions).

Les commandes de nouvelles licences de logiciels (€ 5,8 millions) progressent de 6 %, celles des équipements de CFAO (€ 14,6 millions) de 8 % ; les commandes de formation et de conseil (€ 2,7 millions) sont en baisse de 23 %.

Poursuite de la hausse du chiffre d'affaires et des résultats

Le chiffre d'affaires s'élève à € 64,4 millions, en croissance de 9 % par rapport au troisième trimestre 2015, à données comparables comme à données réelles.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes augmente de 12 % et le chiffre d'affaires récurrent de 6 %, avec une croissance identique pour les contrats récurrents et les consommables et pièces.

Le résultat opérationnel atteint € 11,2 millions, en hausse de 12 % (+ 14 % à données réelles). La marge opérationnelle s'établit à 17,4 %, en progression de 0,5 point (+ 0,9 point à données réelles). Il convient de rappeler que chaque année, le résultat opérationnel du troisième trimestre bénéficie de la réduction naturelle des frais généraux pendant les mois de congés d'été.

Le résultat net s'établit à € 8,1 millions, en hausse de € 1,1 million (+ 16 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 9,1 millions, après l'encaissement du solde de € 5,1 millions du crédit d'impôt recherche 2012. Son montant était de € 10,8 millions au troisième trimestre 2015, intégrant l'encaissement du solde de € 4,8 millions du crédit d'impôt recherche 2011.

2. ACTIVITÉ ET COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2016

Avec une parité moyenne de \$ 1,12 / € 1, le dollar est resté stable par rapport aux neuf premiers mois de 2015. Le yuan s'est, de son côté, déprécié de 5 %.

Malgré la stabilité de la parité euro / dollar, l'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,7 million (- 1 %) le chiffre d'affaires et de € 0,7 million (- 3 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Un chiffre d'affaires et un résultat opérationnel en ligne avec le plan de marche de la société

Le chiffre d'affaires s'élève à € 190,7 millions, en croissance de 10 %, et le résultat opérationnel à € 26,6 millions, en hausse de 19 %.

Ces résultats sont en ligne avec le point de passage au 30 septembre des anticipations de chiffre d'affaires et de résultat opérationnel pour l'année 2016, qui ont été communiquées le 28 juillet dernier.

Commandes de nouveaux systèmes

Au total, les commandes de nouveaux systèmes atteignent € 80,4 millions, en hausse de € 10,1 millions (+ 15 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2015 : + 8 % pour les nouvelles licences de logiciels, + 21 % pour les équipements de CFAO et - 2 % pour la formation et le conseil.

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes augmentent de 55 % en Asie-Pacifique et de 10 % en Europe. Elles diminuent de 17 % dans les Amériques. Au cours des neuf premiers mois de 2015, elles avaient progressé de 16 % dans les Amériques et baissé de 21 % en Asie-Pacifique. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient ...), elles augmentent de 2 % au cours des neuf premiers mois de 2016.

Les commandes progressent de 1 % dans la mode et l'habillement et de 47 % dans l'automobile. Elles reculent de 5 % dans l'ameublement. Dans les autres industries, elles augmentent de 15 %. Ces marchés ont représenté respectivement 46 %, 39 %, 10 % et 5 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires atteint € 190,7 millions, en croissance de 10 % (+ 9 % à données réelles).

Il progresse dans toutes les régions : de 6 % en Europe, 10 % dans les Amériques, 16 % en Asie-Pacifique et 6 % dans les pays du reste du monde. Ces régions ont représenté respectivement 41 % (dont 7 % pour la France), 27 %, 26 % et 6 % du chiffre d'affaires global. En 2015, leurs parts respectives s'étaient établies à 43 % (dont 7 % pour la France), 27 %, 24 % et 6 %.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 82,6 millions) augmente de 13 % et représente 43 % du chiffre d'affaires global (42 % en 2015) :

- les nouvelles licences de logiciels (€ 18,1 millions) progressent de 3 % et contribuent à hauteur de 9 % au chiffre d'affaires global (10 % en 2015) ;
- les équipements de CFAO (€ 54,4 millions) augmentent de 22 % et représentent 28 % du chiffre d'affaires global (26 % en 2015) ;
- la formation et le conseil (€ 8,4 millions) diminuent de 8 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2015).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 108,2 millions) augmente de 7 %. Il représente 57 % du chiffre d'affaires global (58 % en 2015).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 57 % du chiffre d'affaires récurrent et à 32 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 61,4 millions. Il progresse de 4 % :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 35,2 millions), en hausse de 4 % par rapport à 2015, représentent 18 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 26,1 millions), en progression de 5 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 46,8 millions) augmente de 11 % et représente 25 % du chiffre d'affaires global (24 % en 2015).

Carnet de commandes

Au 30 septembre 2016, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 20,6 millions) diminue de € 2,5 millions à données réelles par rapport au 31 décembre 2015. Par rapport au 30 septembre 2015, il progresse de € 3,7 millions.

Le carnet de commandes comprend € 14,1 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 12,5 millions livrables au quatrième trimestre et le solde en 2017, et € 6,5 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 140,8 millions.

Le taux de marge brute global est de 73,8 %. A données comparables, il diminue de 1,6 point par rapport à celui des neuf premiers mois de 2015, compte tenu du mix des ventes.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 114,2 millions, en progression de € 5,3 millions (+ 5 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2015. Ils se décomposent comme suit :

- € 102,2 millions de frais fixes (+ 4 %) ;
- € 12,0 millions de frais variables (+ 14 %).

A données réelles, l'augmentation des frais généraux est de 4 %.

Les dépenses de recherche et développement (€ 16,7 millions), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 8,7 % du chiffre d'affaires (€ 16,5 millions et 9,4 % pour les neuf premiers mois de 2015). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France, les frais nets de R&D totalisent € 11,5 millions (€ 10,2 millions en 2015).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 26,6 millions. Par rapport aux neuf premiers mois de 2015, il progresse de € 4,3 millions (+ 19 %) à données comparables et de € 3,6 millions (+ 16 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 13,9 %. Elle augmente de 1,1 point à données comparables et de 0,8 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,3 million. Le résultat de change est négatif de € 0,3 million.

Après une charge d'impôt de € 7,3 millions, le résultat net s'élève à € 18,7 millions, en hausse de € 2,8 millions (+17 %) à données réelles.

Le bénéfice net par action est de € 0,61 sur capital de base et € 0,59 sur capital dilué (€ 0,52 sur capital de base et € 0,51 sur capital dilué pour les neuf premiers mois de 2015).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 16,2 millions, en augmentation de € 1,4 million par rapport aux neuf premiers mois de 2015. Il intègre l'encaissement de € 5,1 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2012 (€ 4,8 millions en 2015 au titre du crédit d'impôt recherche 2011).

Le crédit d'impôt recherche (€ 4,9 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,6 million) des neuf premiers mois de 2016 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre se serait élevé à € 16,7 millions, hors remboursement du crédit d'impôt 2012.

Structure financière

Au 30 septembre 2016, les capitaux propres s'établissent à € 123,0 millions (€ 113,0 millions au 31 décembre 2015), après paiement le 6 mai du dividende de € 9,3 millions (€ 0,30 par action) au titre de l'exercice 2015.

La société n'a plus de dette depuis le 31 mars 2015. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 67,3 millions (€ 59,3 millions au 31 décembre 2015).

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 0,4 million. Il comprend la créance de € 20,9 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2013, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 21,2 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année. Ainsi, la société a perçu aux troisième trimestres 2016 et 2015 le remboursement du solde des crédits d'impôt recherche 2012 et 2011.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 septembre 2016, le capital social est de € 31 171 205, divisé en 31 171 205 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, il a été augmenté de € 384 806 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 568 791) par la création de 384 806 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Le 8 avril 2016, puis le 24 avril par une deuxième déclaration, la société a été informée qu'Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, avait franchi à la hausse le seuil de 5 % du capital et des droits de vote et qu'elle détenait 5,10 % du capital et 5,05 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2016.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 35,7 % du capital et 35,3 % des droits de vote ;
- Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), pour le compte de fonds et de clients dont elle assure la gestion, et Allianz SE (Allemagne) par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2016, la société détenait 0,06 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2016, le cours de Bourse (€ 15,76) s'est inscrit en hausse de 30 % par rapport au 31 décembre 2015 (€ 12,10). Son plus bas a été de € 10,76 le 11 février et son plus haut de € 16,40 le 5 septembre.

Sur les neuf premiers mois de 2016, l'indice CAC 40 a baissé de 4 % et l'indice CAC Mid & Small a progressé de 2 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (3,3 millions) a diminué de 54 % et les capitaux échangés (€ 45,2 millions) de 47 % par rapport aux neuf premiers mois de 2015. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation. En les intégrant, les volumes totaux représentent, selon les estimations de la société, le double des échanges réalisés sur Euronext.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2016 seront publiés le 9 février 2017, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2016 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2015 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2016 et son rapport annuel, auxquels il convient de se référer, elle a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir. Elle a souligné que l'année s'annonçait à nouveau imprévisible, la persistance de conditions macroéconomiques, géopolitiques et monétaires incertaines pouvant continuer de peser sur les décisions d'investissement des entreprises.

La société s'était fixé pour objectif, en début d'année, de réaliser en 2016 une croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 12 % et du résultat opérationnel de 8 % à 25 %, à données comparables.

Avec des résultats en ligne avec son plan de marche au 30 juin, elle avait décidé d'accélérer son plan de R&D à partir du 1^{er} juillet 2016, cette décision devant augmenter les frais fixes, nets de crédit d'impôt recherche, d'environ € 1,1 million au second semestre 2016.

De ce fait, et compte tenu de l'activité et des résultats du premier semestre, la société avait indiqué le 28 juillet qu'elle anticipait désormais, pour l'exercice 2016, une croissance du chiffre d'affaires de 8 % à 11 % et du résultat opérationnel de 9 % à 19 %, à données comparables.

Les résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice sont en ligne avec cette anticipation.

La société annoncera, le 9 février 2017, sa nouvelle feuille de route 2017-2019 à l'occasion de la publication des comptes du quatrième trimestre et de l'exercice 2016.

Le Conseil d'Administration
Le 27 octobre 2016

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2016

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2016 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 27 octobre 2016

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 décembre 2015	30 septembre 2015
Écarts d'acquisition	32 885	32 769	32 479
Autres immobilisations incorporelles	4 376	4 890	4 907
Immobilisations corporelles	20 381	19 706	18 159
Actifs financiers non courants	2 153	2 100	1 735
Impôts différés	9 225	8 696	7 818
Total actifs non courants	69 020	68 161	65 098
Stocks	27 070	23 326	23 082
Clients et comptes rattachés	43 699	53 404	38 723
Autres actifs courants	30 577	31 493	32 757
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67 268	59 347	52 043
Total actifs courants	168 614	167 570	146 605
Total actifs	237 634	235 731	211 703

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 décembre 2015	30 septembre 2015
Capital social	31 171	30 786	30 766
Primes d'émission et de fusion	10 587	9 018	8 940
Actions détenues en propre	(280)	(203)	(359)
Écarts de conversion	(8 891)	(8 194)	(7 999)
Réserves et résultats consolidés	90 413	81 547	73 905
Capitaux propres	123 001	112 954	105 252
Engagements de retraite	9 871	8 420	8 552
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	9 871	8 420	8 552
Fournisseurs et autres passifs courants	54 740	57 561	52 111
Produits constatés d'avance	43 283	50 325	40 037
Dette d'impôt exigible	3 696	3 561	2 867
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 044	2 910	2 884
Total passifs courants	104 763	114 357	97 899
Total passifs et capitaux propres	237 634	235 731	211 703

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2016 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	64 398	190 743	59 269	175 697
Coût des ventes	(16 603)	(49 969)	(14 645)	(42 840)
Marge brute	47 795	140 774	44 624	132 857
Frais de recherche et développement	(3 361)	(11 518)	(3 015)	(10 162)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 252)	(102 649)	(31 821)	(99 733)
Résultat opérationnel	11 182	26 607	9 788	22 962
Produits financiers	28	101	35	163
Charges financières	(96)	(354)	(121)	(351)
Résultat de change	(196)	(338)	(247)	(658)
Résultat avant impôts	10 918	26 016	9 456	22 116
Impôts sur le résultat	(2 842)	(7 285)	(2 478)	(6 146)
Résultat net	8 076	18 731	6 978	15 970

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,26	0,61	0,23	0,52
- dilué	0,25	0,59	0,22	0,51

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	31 004 440	30 910 610	30 720 879	30 583 524
- résultat dilué	31 881 515	31 720 512	31 528 599	31 497 737

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2016 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (neuf mois)
Résultat net	8 076	18 731	6 978	15 970
Écarts de conversion	123	(697)	51	419
Effet d'impôts	-	-	85	85
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	123	(697)	136	504
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	(537)	(1 118)	-	169
Effet d'impôts	182	372	-	(43)
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	(355)	(746)	0	126
Total autres éléments du résultat global	(232)	(1 443)	136	630
Résultat global	7 844	17 288	7 114	16 600

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2016 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (neuf mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	18 731	15 970
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	5 175	5 740
Éléments non monétaires du résultat	(698)	(268)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	34	38
Variation des impôts différés	(148)	427
Capacité d'autofinancement d'exploitation	23 094	21 907
Variation des stocks et en-cours	(4 046)	(2 620)
Variation des créances clients et comptes rattachés	2 637	2 301
Variation des autres actifs et passifs courants	(1 052)	(1 970)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(2 461)	(2 289)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	20 633	19 618
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(910)	(1 683)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 505)	(3 509)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	22	12
Coût d'acquisition des activités rachetées ⁽¹⁾	(962)	-
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(2 449)	(2 190)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	2 452	2 548
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(5 352)	(4 822)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	1 954	2 094
Versement de dividendes	(9 274)	(7 646)
Achats par la société de ses propres actions	(2 350)	(2 377)
Ventes par la société de ses propres actions	2 364	2 178
Remboursement des dettes long terme et court terme	-	(394)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(7 306)	(6 145)
Variation de la trésorerie	7 975	8 651
Trésorerie à l'ouverture	59 347	43 484
Variation de la trésorerie	7 975	8 651
Incidence des variations de cours de change	(54)	(92)
Trésorerie à la clôture	67 268	52 043
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	16 243	14 796
Éléments non récurrents du cash-flow libre	-	-
Cash-flow libre	16 243	14 796
Impôts (payés) / remboursés, nets	(4 368)	(3 536)
Intérêts (payés)	-	-

(1) Au 30 septembre 2016, ce montant correspond au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe au Vietnam (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2015	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							15 970	15 970
Autres éléments du résultat global						504	126	630
Résultat global						504	16 096	16 600
Exercices d'options de souscription d'actions	436 444	1,00	436	1 658				2 094
Valorisation des options de souscription d'actions							110	110
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(226)			(226)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							18	18
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 30 septembre 2015	30 765 558	1,00	30 766	8 940	(359)	(7 999)	73 905	105 252
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2015	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							23 377	23 377
Autres éléments du résultat global						309	290	599
Résultat global						309	23 667	23 976
Exercices d'options de souscription d'actions	457 285	1,00	457	1 737				2 194
Valorisation des options de souscription d'actions							167	167
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(70)			(70)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							30	30
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	30 786 399	1,00	30 786	9 018	(203)	(8 194)	81 547	112 954
Résultat net							18 731	18 731
Autres éléments du résultat global						(697)	(746)	(1 443)
Résultat global						(697)	17 985	17 288
Exercices d'options de souscription d'actions	384 806	1,00	385	1 569				1 954
Valorisation des options de souscription d'actions							96	96
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(77)			(77)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							60	60
Dividendes							(9 274)	(9 274)
Capitaux propres au 30 septembre 2016	31 171 205	1,00	31 171	10 587	(280)	(8 891)	90 413	123 001

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2016

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et pièces.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 33 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2015, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 850 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO, et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2015. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 27 octobre 2016. Les comptes au 30 septembre 2016 et 2015 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2016 traduits à cours de change 2015, comparés aux données réelles 2015.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2016, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 29 sociétés consolidées par intégration globale.

En septembre 2016, le Groupe a procédé à la liquidation de sa filiale Humantec Industriesysteme GmbH (Huisheim, Allemagne), qui était sans activité depuis plusieurs années. Cette liquidation n'a eu aucun impact sur l'état de la situation financière, le compte de résultat ou la trésorerie du Groupe.

La société a créé en juin 2016 une nouvelle filiale au Vietnam afin de poursuivre son plan de développement en Asie.

Lectra Vietnam, consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe depuis le 30 juin 2016, a repris, le 1^{er} juillet 2016, les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années dans ce pays. Le coût du rachat par Lectra de ces activités est présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des activités rachetées » du tableau des flux de trésorerie. L'incidence sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe est négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays ayant été jusqu'à présent facturé par Lectra SA.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2016.

La société avait créé, en octobre 2015, une nouvelle filiale, Lectra Tunisie CP, dont l'unique activité est la vente de consommables et pièces en Tunisie. Jusqu'au 1^{er} octobre 2015, cette activité était gérée et facturée directement par Lectra SA depuis la France, la filiale existante, Lectra Systèmes Tunisie, ne pouvant vendre que des services. L'incidence de la création de Lectra Tunisie CP sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe était négligeable.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2016, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,8 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,7 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2016.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Troisième trimestre 2016

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2016		2015	Variation 2016/2015	
	Réel	A cours de change 2015	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	64 398	64 311	59 269	+9%	+9%
Coût des ventes	(16 603)	(16 599)	(14 645)	+13%	+13%
Marge brute	47 795	47 712	44 624	+7%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	74,2%	74,2%	75,3%	-1,1 point	-1,1 point
Frais de recherche et de développement	(3 361)	(3 361)	(3 015)	+11%	+11%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 252)	(33 410)	(31 821)	+4%	+5%
Résultat opérationnel	11 182	10 941	9 788	+14%	+12%
(en % du chiffre d'affaires)	17,4%	17,0%	16,5%	+0,9 point	+0,5 point
Résultat avant impôts	10 918	10 679	9 456	+15%	+13%
Impôt sur le résultat	(2 842)	na	(2 478)	+15%	na
Résultat	8 076	na	6 978	+16%	na

4.2 Neuf premiers mois de 2016

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2016		2015	Variation 2016/2015	
	Réel	A cours de change 2015	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	190 743	192 489	175 697	+9%	+10%
Coût des ventes	(49 969)	(50 029)	(42 840)	+17%	+17%
Marge brute	140 774	142 460	132 857	+6%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	73,8%	74,0%	75,6%	-1,8 point	-1,6 point
Frais de recherche et de développement	(11 518)	(11 518)	(10 162)	+13%	+13%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(102 649)	(103 632)	(99 733)	+3%	+4%
Résultat opérationnel	26 607	27 310	22 962	+16%	+19%
(en % du chiffre d'affaires)	13,9%	14,2%	13,1%	+0,8 point	+1,1 point
Résultat avant impôts	26 016	26 719	22 116	+18%	+21%
Impôt sur le résultat	(7 285)	na	(6 146)	+19%	na
Résultat	18 731	na	15 970	+17%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Troisième trimestre 2016

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	25 339	39%	25 681	25 256	42%	0%	+2%	
- France	3 823	6%	3 823	4 066	7%	-6%	-6%	
Amériques	17 264	27%	17 233	16 733	28%	+3%	+3%	
Asie - Pacifique	18 118	28%	17 673	13 357	23%	+36%	+32%	
Autres pays	3 677	6%	3 724	3 923	7%	-6%	-5%	
Total	64 398	100%	64 311	59 269	100%	+9%	+9%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	18 289	28%	18 310	17 182	29%	+6%	+7%	
- nouvelles licences	6 406	10%	6 368	5 723	10%	+12%	+11%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 883	18%	11 942	11 459	19%	+4%	+4%	
Équipements de CFAO	18 064	29%	17 851	15 481	26%	+17%	+15%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	9 126	14%	9 172	8 491	14%	+7%	+8%	
Consommables et pièces	15 437	24%	15 511	14 646	25%	+5%	+6%	
Formation, conseil	2 810	4%	2 801	3 005	5%	-6%	-7%	
Divers	672	1%	666	464	1%	+45%	+43%	
Total	64 398	100%	64 311	59 269	100%	+9%	+9%	

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	27 952	43%	27 686	24 673	42%	+13%	+12%	
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	36 446	57%	36 625	34 596	58%	+5%	+6%	
- contrats récurrents	21 009	33%	21 114	19 950	33%	+5%	+6%	
- consommables et pièces	15 437	24%	15 511	14 646	25%	+5%	+6%	
Total	64 398	100%	64 311	59 269	100%	+9%	+9%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, des équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

5.2 Neuf premiers mois de 2016

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	79 492	41%	80 281	75 590	43%	+5%	+6%	
- France	13 221	7%	13 220	12 204	7%	+8%	+8%	
Amériques	50 885	27%	51 444	46 855	27%	+9%	+10%	
Asie - Pacifique	48 798	26%	48 833	41 952	24%	+16%	+16%	
Autres pays	11 568	6%	11 931	11 300	6%	+2%	+6%	
Total	190 743	100%	192 489	175 697	100%	+9%	+10%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	53 334	28%	53 863	52 059	30%	+2%	+3%	
- nouvelles licences	18 092	9%	18 222	17 751	10%	+2%	+3%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	35 242	18%	35 641	34 308	20%	+3%	+4%	
Équipements de CFAO	54 416	28%	54 604	44 921	26%	+21%	+22%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	26 147	14%	26 449	25 117	14%	+4%	+5%	
Consommables et pièces détachées	46 801	25%	47 502	42 943	24%	+9%	+11%	
Formation, conseil	8 356	4%	8 382	9 116	5%	-8%	-8%	
Divers	1 689	1%	1 689	1 541	1%	+10%	+10%	
Total	190 743	100%	192 489	175 697	100%	+9%	+10%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	82 553	43%	82 898	73 329	42%	+13%	+13%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	108 190	57%	109 592	102 368	58%	+6%	+7%	
- contrats récurrents	61 389	32%	62 090	59 425	34%	+3%	+4%	
- consommables et pièces détachées	46 801	25%	47 502	42 943	24%	+9%	+11%	
Total	190 743	100%	192 489	175 697	100%	+9%	+10%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, des équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode et habillement	34 300	42%	34 625	33 758	46%	+2%	+3%	
Automobile	34 910	42%	34 703	26 054	36%	+34%	+33%	
Ameublement	8 406	10%	8 622	10 320	14%	-19%	-16%	
Autres industries	4 937	6%	4 948	3 197	4%	+54%	+55%	
Total	82 553	100%	82 898	73 329	100%	+13%	+13%	

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2016 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	79 493	50 885	48 798	11 567	-	190 743
Résultat opérationnel	13 173	7 029	3 031	1 786	1 588	26 607

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	75 590	46 855	41 952	11 300	-	175 697
Résultat opérationnel	11 678	5 455	927	1 997	2 905	22 962

(1) Les montants de 2015 ont été retraités pour tenir compte de la modification des taux de marge brute (voir ci-dessous) et permettre une comparaison avec 2016.

Les taux de marge brute normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels ont été modifiés à compter du 1^{er} janvier 2016 pour tenir compte de l'amélioration de la rentabilité globale du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le Siège ainsi réalisée permet d'obtenir une performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les nouveaux taux de marge doivent permettre d'obtenir un résultat opérationnel proche de zéro pour le Siège sur la totalité de l'exercice, mais les variations saisonnières du chiffre d'affaires et des frais généraux peuvent conduire à un résultat différent pour chaque trimestre.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2016 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	16 243	-	16 243
Augmentations de capital ⁽¹⁾	1 954	-	1 954
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	14	-	14
Coût d'acquisition des activités rachetées	(962)	-	(962)
Versement de dividendes	(9 274)	-	(9 274)
Effet de la variation des devises – divers	(54)	-	(54)
Variation de la période	7 921	-	7 921
Situation au 31 décembre 2015	59 347	-	59 347
Situation au 30 septembre 2016	67 268	-	67 268
Variation de la période	7 921	-	7 921

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 30 septembre 2016 est de € 16,2 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 23,1 millions, d'investissements de € 4,4 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 2,5 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- € 2,6 millions proviennent de la diminution des créances clients (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 4,0 millions proviennent de l'augmentation des stocks ;
- - € 2,9 millions proviennent de la diminution de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi. Ce montant correspond à la différence entre les crédits d'impôts des neuf premiers mois de 2016 comptabilisés mais non encaissés, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de Lectra SA pour la même période, et le solde du crédit d'impôt recherche de 2012 remboursé au cours du troisième trimestre 2016 (cf. note 8 ci-après) ;
- + € 2,7 millions proviennent de la diminution des dettes fournisseurs ;
- + € 1,3 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2016 est négatif de € 0,4 million. Il comprend une créance de € 20,9 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt (cf. note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 21,2 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs à l'exercice 2015 et aux neuf premiers mois de 2016 ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 30 septembre 2016, Lectra SA détient une créance de € 20,9 millions sur le Trésor public français composée du solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2016 (€ 1,9 million), 2015 (€ 5,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions) et 2013 (€ 6,3 millions).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle a ainsi encaissé au cours du troisième trimestre 2016 le solde de € 5,1 millions au titre du crédit d'impôt 2012 et devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014), 2019 (crédit d'impôt 2015) et 2020 (crédit d'impôt 2016). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la société a acheté 172 557 actions et en a vendu 173 099 aux cours moyens respectifs de € 13,62 et de € 13,66 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2016, elle détenait 17 798 de ses propres actions (soit 0,06 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 15,76, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67 268	59 347
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	67 268	59 347

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de € 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement de programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, la trésorerie disponible et la trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à € 67,3 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2015.

Au cours des neuf premiers mois de 2016, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de \$ 1,12 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2016 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,2 millions, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition nette au dollar américain sur ses flux d'exploitation.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,05 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2016 d'environ € 4,4 millions et du résultat opérationnel annuel de € 2,4 millions. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,09 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.